

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Alliance Maestria

ZI rue Denis Papin
09100 Pamiers

Références : 2025/0451
Code AIOT : 0006802641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'établissement Alliance Maestria implanté Zone industrielle de Pic 1 rue Denis Papin 09100 Pamiers. L'inspection a été annoncée le 25/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 "PM2I" (plan de modernisation des installations industrielles).

L'âge de l'outil industriel français est un des facteurs du vieillissement des équipements industriels, comme l'illustre l'accidentologie de ce secteur. Le suivi et la maîtrise des conséquences du vieillissement des équipements industriels sont donc des facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à

autorisation, intègrent un ensemble de dispositions réglementaires visant à suivre les équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement. En vigueur depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, ces dispositions réglementaires font maintenant partie du « paysage réglementaire » global et n'ont plus fait l'objet depuis 2011 d'action nationale dédiée. Ainsi, cette action a notamment pour objectif de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Cette action vise en particulier la pertinence du recensement réalisé par les exploitants et la bonne mise en œuvre des programmes de surveillance, notamment par le respect des échéances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Alliance Maestria
- Zone industrielle de Pic 1 rue Denis Papin 09100 Pamiers
- Code AIOT : 0006802641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Alliance Maestria a pour activité principale la fabrication de peintures à bases solvantées et aqueuses. Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour la fabrication industrielle ou l'emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels. Il relève du statut Seveso seuil bas par l'application de la règle du cumul pour les substances ou les mélanges présentant des dangers pour l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Champ d'application démarche PM2I - AM 04/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Recensement des réservoirs soumis au PM2I - AM 04/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Dossier des	Arrêté Ministériel	/	Mise en demeure,	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	réservoirs - AM 4/10/2010	du 04/10/2010, article 4-2		respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Plan d'inspection des réservoirs - AM 04/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Recensement des ouvrages soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Recensement des réservoirs soumis au PMII - AM 01/06/2015	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-I	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Distance des	Arrêté Ministériel	Avec suites, Lettre de	Demande de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	stockages - magasin PML	du 24/09/2020, article Annexe IV	suite préfectorale	justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Champ d'application démarche PMII - AM 01/06/2015	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	/	Sans objet
11	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Situation administrative - rubrique n° 4140	Code de l'environnement du 14/06/2023, article R. 511-9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, le suivi des équipements présents sur l'installation est incomplet. L'entretien et la maintenance des équipements recensés font l'objet d'un suivi de la part de l'exploitant, mais non conforme aux attendus (périodicité non respectée).

Cette inspection a permis de recenser les arrêtés ministériels applicables aux équipements du site,

en fonction de leur type et de leurs caractéristiques :

- arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié applicable à tout le site (l'installation relève du régime de l'autorisation);
- arrêté ministériel du 01/06/2015 modifié applicable aux stockages de liquide inflammable, hors récipients mobiles (l'installation relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°4331);
- arrêté ministériel du 24/09/2020 modifié applicable aux stockage de liquide inflammable en récipients mobiles (l'installation possède des récipients mobiles de liquide inflammable (rubrique n°4331, précisé dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/09/2019)). Ces stockages ne sont pas soumis au PM2I.

Il est à noter qu'à ce jour, l'installation n'est pas soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié.

Le recensement des équipements suivis au titre du PM2I doit être complété et les inspections externes détaillées doivent être réalisées rapidement pour les équipements concernés (échéance quinquennale dépassée). Un plan et un programme d'inspection doivent également être mis en place pour les équipements soumis mais non recensés à ce jour (réservoirs et cuvettes de rétention notamment). Il est proposé d'encadrer ces points par un arrêté préfectoral de mise en demeure pour les équipements soumis à l'AM du 04/10/2010.

Les réservoirs soumis à l'AM du 01/06/2015 n'ont pas été examinés lors de cette inspection. L'exploitant est invité à vérifier la bonne mise en œuvre du PM2I pour ces réservoirs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PM2I - AM 04/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'installation est soumise au régime d'autorisation au titre du classement des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques n° 2640 et 4001. L'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation s'applique à l'ensemble du site. Il est à noter qu'à ce jour, l'installation n'est pas soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié. Préalablement au jour de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 11/08/25, la typologie d'équipements concernés par l'arrêté ministériel du 04/10/10 modifié. La liste exhaustive des équipements est renseignée dans un logiciel de GMAO (Gestion de maintenance assistée par ordinateur) interne depuis 2007, disponible sur site. Un sinistre majeur ayant touché l'installation en 1998, l'exploitant a réalisé le remplacement des cuves et canalisations suite à cet accident, l'ensemble de ces équipements date de 27 ans au maximum.

La méthode de suivi des équipements, mise en place par l'exploitant, est détaillée ci-après :

Recensement des équipements :

Sur la GMAO, l'agent en charge de la maintenance renseigne l'état initial du nouvel équipement à travers une fiche numérisée comportant notamment le numéro de l'équipement, le fournisseur, la fréquence des contrôles à réaliser selon la fiche constructeur. L'ensemble des équipements a été recensé lors de l'installation de la GMAO en 2007, sur la base de la connaissance des agents et des plans du site. Lors de la réception, de l'arrêt d'un équipement ou lorsqu'une maintenance le nécessite, la fiche de l'équipement associé est mis à jour dans la GMAO par un agent de maintenance.

Recensement PM2I :

Les équipements à suivre au titre du PM2I sont recensés dans un tableau sur la base d'une extraction des équipements (volume, caractéristiques, etc.) effectuée depuis la GMAO. Ces informations ont ensuite été complétées manuellement par l'exploitant par les substances pouvant transiter ou être stockées dans chaque équipement et les phrases de risques ou mentions de dangers associées. Enfin, le suivi de l'équipement est assigné à un article de l'arrêté ministériel du 04/10/10.

Le jour de l'inspection, ce recensement PM2I était incomplet, il doit être affiné (cf. constats suivants).

Suivi des maintenances :

Les équipements du site sont contrôlés selon les modalités et périodicités précisées par les constructeurs. La liste et les caractéristiques des équipements devant faire l'objet d'une maintenance sur une période de temps donnée est facilement accessible sur demande via la GMAO.

Lorsqu'une maintenance doit être réalisée, un bon de travail est imprimé automatiquement par la GMAO 10 jours avant l'échéance de vérification périodique fixée, ce qui crée une affaire et remonte une alerte au personnel afin qu'un agent réalise la maintenance.

Une fois le contrôle réalisé, le bon de travail est soldé et notifié sur la GMAO. La prochaine maintenance est alors programmée selon la fiche de l'équipement, dès que le bon de travail est soldé.

L'exploitant souligne qu'une attention particulière est portée pour clôturer les bons de travail. Sans clôture du bon de travail, la prochaine échéance de contrôle de l'équipement concerné n'est pas fixée automatiquement par la GMAO. Les agents en charge du suivi vérifient régulièrement l'adéquation entre le nombre de bons de travail ouverts et clôturés chaque semaine. L'exploitant précise qu'il est possible d'ajouter une alerte personnelle sur son ordinateur

afin d'être notifié en cas d'oubli de traitement d'un bon de travail.
Une mise à jour doit être déployée en interne par le service informatique de l'entreprise pour ajouter cette modification à l'ensemble des utilisateurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
A l'issue des travaux demandés dans les fiches de constat suivantes (notamment fiches 5 et 7), l'exploitant mettra à jour la GMAO et transmettra le tableau actualisé, recensant l'ensemble des équipements recensés et suivis au titre du PM2I (AM 4/10/2010 et AM 01/06/2015).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I - AM 04/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 11/08/25, ne pas posséder de réservoir dont le volume excède 100 m³, ou contenant une substance avec mention de danger H400, H410 ou H411. Cependant, l'inventaire des produits (ref: Rapport Justificatif du Tableau ICPE - MAESTRIA, du 23/11/2023) transmis suite à l'inspection du 14/06/2023, mentionne notamment des produits avec mention de danger H410.</p>

<p>L'exploitant explique que les réservoirs contenant ces substances correspondent en majorité à des cuves tampons (stockage temporaire) : celles-ci reçoivent une production de peinture qu'elles agitent, en attente de conditionnement.</p> <p>L'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié ne prévoit pas de dérogation au sujet de la temporalité du stockage. Dès qu'un équipement entre dans le critère d'application du PM2I mentionné dans l'arrêté ministériel du 04/10/2010, celui-ci doit être recensé à ce titre et être inclus dans le programme de contrôle associé.</p> <p>En salle, l'exploitant a présenté son tableau de suivi PM2I. Concernant les équipements de type réservoir, il a effectué le recensement de ses réservoirs via une extraction GMAO, puis a sélectionné les équipements soumis au PM2I selon leur volume, les fiches de données de sécurité (FDS) des produits pouvant y transiter.</p> <p>Aucun réservoir n'est exclu du champ d'application de l'article susvisé.</p> <p>Le jour de l'inspection, en appliquant les critères susmentionnés, l'inspection a pu constater que 16 réservoirs seraient soumises au PM2I (volume supérieur à 10 m³, pouvant contenir des substance à mention de dangers H400 ou H410).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la liste des réservoirs soumis au PM2I au titre de la prescription susvisée (liste exhaustive des équipements, spécifiant les critères classants : volume, phrase de risque / mention de danger) et de la transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Dossier des réservoirs - AM 4/10/2010

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné dans le constat n°1, chaque réservoir fait l'objet d'un état initial en application de la méthode décrite.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection des installations classées (IIC) a demandé aux agents en charge du suivi de la maintenance de présenter leur utilisation de la GMAO. Afin de vérifier la</p>

disponibilité de l'historique des opérations et l'état initial réalisé, l'IIC a sélectionné par sondage, la cuve SC06 (recensée au titre du suivi PM2I, vue en salle).

L'historique de suivi et l'état initial de la cuve SC06 ont été consultés :

- La dernière vérification annuelle a été réalisée le 27/12/24, le compte rendu est disponible sur l'outil de GMAO et a été consulté. Celle-ci ne présente aucune non conformité.
- L'ensemble des comptes rendus des vérifications annuelles réalisées depuis 2017 (année à partir de laquelle les vérifications ont fait l'objet de comptes rendus) sont disponibles sur la GMAO.
- La dernière vérification externe a été réalisée en 2016, le compte rendu a été consulté et n'indique aucune non conformité.

L'IIC interroge les agents en charge du suivi des équipements sur l'historique des anomalies qui ont été constatées sur les équipements du site. Les agents indiquent qu'il s'agit généralement de simple fuite liée à des joints à remplacer et non à des anomalies liées à la structure de l'équipement (par exemple impact d'un chariot sur une la structure d'une rétention, manque de rivet, ...).

Par la suite, l'IIC a vérifié la cohérence entre le dernier compte rendu de visite annuelle de la cuve SC44 (sélectionnée par sondage) qui n'indiquait pas de défaut et l'état réel de la cuve. Il en ressort que la cuve est effectivement en bon état. L'IIC note toutefois que la rétention associée (zone 68 - parc résine AEC) présentait un mélange de boues et d'algues en faible quantité. Une pousse d'arbre était également présente sous une cuve à proximité, située dans la même rétention, celle-ci a été immédiatement retirée par l'exploitant. L'exploitant précise que cette rétention fera l'objet d'un entretien prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre une photo de la rétention associée à la cuve SC44, une fois son entretien réalisé.

De plus, compte-tenu des demandes formulées à la fiche de constat précédente (compléter le recensement des réservoirs soumis au PM2I), l'exploitant doit réaliser l'état initial des réservoirs qui vont être ajoutés au suivi PM2I sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs - AM 04/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspections 04/10

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;

<p>- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <p>- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un logiciel de type GMAO pour assurer le suivi et la programmation des contrôles de ses équipements. Concernant les cuves recensées au titre du suivi PM2I, la GMAO prévoit la réalisation d'une visite de routine annuelle, mais indique la réalisation d'une inspection externe détaillée décennale et non quinquennale, comme demandé dans la prescription ci-dessus. Aucun réservoir de plus de 100 m³ n'a été recensé par l'exploitant.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'origine de la fréquence décennale appliquée à la vérification externe de ses réservoirs.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'IIC a choisi de consulter par sondage les éléments associés à la cuve SC06 (cf. constat n°3). La précédente inspection externe détaillée a été réalisée en 2016. Une visite d'inspection externe détaillée aurait dû être réalisée en 2021 au plus tard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> •transmettre le compte rendu de l'inspection externe détaillée réalisée en 2016 relative à la cuve SC06 ; •transmettre la programmation des inspections externes détaillées à réaliser sur les réservoirs objets du suivi PM2I (point objet de la mise en demeure) ; •réaliser les inspections externes détaillées sur les réservoirs objets du suivi PM2I (point objet de la mise en demeure) ; •modifier l'échéance des inspections externes détaillées sur la GMAO, à réaliser tous les 5 ans pour les réservoirs objets du suivi PM2I.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités - recensement 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <p>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est</p>

susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et

2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou

3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Le recensement de l'ensemble des équipements de type tuyauterie du site a été réalisé par l'exploitant et est disponible via la GMAO. Il s'agit en majorité de tuyauteries servant au transfert de peinture.

En amont de l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 11/08/25, que les dimensions des tuyauteries du site sont comprises entre 80 et 100 DN.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter la liste des tuyauteries du site soumises au PM2I au titre de la prescription ci-dessus.

De manière générale, l'exploitant précise que l'ensemble des tuyauteries sont contrôlées après la réalisation de 300 cycles de production, correspondant à une fréquence d'environ une fois tous les 3 mois. Un contrôle interne détaillé est réalisé tous les 5 ans.

Il est à noter que dans l'étude de danger de l'installation (version de juillet 2013), aucun accident côté avec une gravité importante (au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005) a pour origine une perte de confinement d'une tuyauterie ou d'une capacité, liée à son vieillissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser et transmettre le recensement des tuyauteries et capacités soumises au PM2I au regard des critères de cet article en indiquant, si nécessaire, les justifications associées aux exemptions proposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : Le suivi et le recensement des tuyauteries et capacités doivent être réalisés selon la méthode décrite au constat n°1. A ce jour, aucune tuyauterie ni capacité ne fait l'objet d'un suivi au titre du suivi PM2I.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour les capacités et les tuyauteries qui auront été recensées (cf. demande liée au constat n°5), l'exploitant réalisera l'état initial et proposera un plan et un programme de surveillance (en application du guide DT 96 ou définies selon d'autres modalités). La GMAO devra intégrer les périodicités de contrôles définies le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions

accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 11/08/25, suivre un programme journalier de vérification des rétentions, appliqué par zone (l'établissement a été divisé en plusieurs zones par l'exploitant, une zone est vérifiée chaque jour), et a transmis la fiche de procédure associée. Toutefois, le jour de l'inspection, les états initiaux des rétentions du site (en application de la méthode décrite constat n°1) n'ont pas été établis et ne sont donc pas intégrés à la GMAO. Les vérifications des rétentions effectuées par l'exploitant ne font pas l'objet de compte-rendu systématique.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le recensement au titre du suivi PM2I des ouvrages objets de la présente prescription.

L'exploitant précise que la mise sur rétention du site global assure la rétention des tuyauteries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- recenser l'ensemble des ouvrages objets de la présente prescription et les intégrer à la GMAO et au suivi PM2I ;
- indiquer le nombre d'ouvrages de génie civil soumis au suivi PM2I sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

Les rétentions font d'ores et déjà l'objet d'un programme d'inspection généraliste interne, cependant l'exploitant n'a pas identifié d'ouvrage devant être suivi au titre du PM2I à ce jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour les ouvrages qui auront été recensés (cf. demande liée au constat n°7), l'exploitant réalisera l'état initial et proposera un plan et un programme de surveillance (en application du guide DT 92 ou définies selon d'autres modalités). Ces ouvrages ainsi que les périodicités de contrôles associées devront être intégrés et suivis dans la GMAO, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Champ d'application démarche PMII - AM 01/06/2015

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Situation administrative, stockages - liquide inflammable
Prescription contrôlée : I.-Champ d'application Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Pour l'application du présent arrêté, une installation existante est une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, déclarée ou autorisée jusqu'au 31 mai 2015. Les autres installations soumises à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sont des installations nouvelles. Les dispositions du présent arrêté, à l'exception de son article 9, ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1. Les prescriptions auxquelles ces installations sont déjà soumises demeurent applicables, le cas échéant, jusqu'à l'application de dispositions plus contraignantes. Certaines dispositions des articles 11.3. IV. F, 14 et 22. IV sont par ailleurs également applicables aux liquides et solides liquéfiables combustibles présents au sein des installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]
Constats : L'installation relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique n°4331-2 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique n°4330), pour un stockage

de 800 t de liquides inflammables réparti comme suit :

- 600 tonnes stockées en récipients mobiles dont plus de 100 tonnes en récipients mobiles fusibles;
- 200 tonnes stockées en cuves aériennes dans le parc pétrolier.

Suite aux nouveautés réglementaires relatives à l'accident du 26 septembre 2019 à Rouen, le stockage des liquides inflammables en récipients mobiles du site relèvent de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 modifié. Un travail de récolement cet arrêté ministériel a été engagé par l'exploitant et a été présenté lors de l'inspection du 14/06/2023. Ces stockages ne sont pas soumis au PM2I.

Par ailleurs, les cuves aériennes du parc pétrolier, contenant des liquides inflammables sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 modifié.

L'exploitant disposait toutefois d'autorisations plus anciennes pour les stockages de liquides inflammables. En effet, le site était déjà soumis à autorisation pour un volume de 594 m³ sous la rubrique 1432 dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2015. Pour ces situations, l'arrêté ministériel du 01/06/2015 prévoit de conserver de nombreuses dispositions existantes dans l'arrêté ministériel du 03/10/2010 qui était précédemment applicable à ces sites.

Dans le cas d'Alliance Maestria, les installations sont considérées comme «installations anciennement A 1432» et sont donc soumises, en particulier, aux dispositions fixées dans l'annexe IX de l'AM du 01/06/2015. Le guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables – partie E – précise cette clé de lecture.

Ceci signifie notamment que les réservoirs aériens de stockage des liquides inflammables du site restent soumis aux dispositions des articles 28 et 29 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 en ce qui concerne le PM2I.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Recensement des réservoirs soumis au PMII - AM 01/06/2015

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Entretien des stockages LI

Prescription contrôlée :

Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Constats :

Le plan d'implantation des cuves et citernes daté d'octobre 2023, transmis à l'inspection des

installations classées suite à l'inspection du 14/06/2023 fait apparaître plusieurs cuves de liquides inflammables. La présente prescription est applicable à ces cuves qui doivent faire l'objet d'un dossier de suivi individuel et d'inspections périodiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant vérifiera qu'il a bien recensé tous les réservoirs de liquides inflammables qui seraient soumis au PMII selon cet article.

De plus, il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, pour tout réservoir contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 03/09/2023

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques

<p>particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/06/2023, il a été demandé à l'exploitant d'intégrer un exemple d'état des stocks dans son POI.</p> <p>L'état des matières stockées a été intégré dans les annexes du POI du site (version du 30/11/23).</p> <p>L'état des stocks a été consulté lors de la visite objet du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application de l'AM 24/09/20</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 03/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3.</p> <p>Pour les liquides et solides liquéfiabiles combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/06/2023, l'exploitant avait identifié des stockages soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié. Les stockages en récipients mobiles associés n'étaient pas pris en compte dans l'état des stocks du site.</p> <p>Comme évoqué dans le constat précédent, l'état des stocks a été consulté et mentionne à présent ces stockage en récipients mobiles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Distance des stockages - magasin PML

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Distance des stockages aux limites de site</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 03/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ; • pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. <p>L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/06/2023, un relevé sommaire de distances a été réalisé par l'inspection. Ce relevé montrait que des parois du bâtiment au sein duquel est implanté le magasin PML stockant des liquides inflammables, sont à moins de 20 mètres des limites de propriété. En revanche, les vues aériennes du site, consultables sur les bases Internet, montrent que les parois du magasin PML sont situées à plus de 20 mètres.</p> <p>Suite à cette inspection, l'exploitant a transmis un relevé des distances entre le magasin PML et les limites de propriété, supérieur à 20 mètres. Par ailleurs, la mise en conformité du magasin PML</p>

<p>a été effectuée par le flocage du plafond (bande de 5m) et des murs, terminé le 19/02/2024. La dernière version de la stratégie incendie transmise à l'inspection des installations classées par courriel du 14/03/2025, présente l'étude des effets thermiques dans le cas d'un incendie dans le bâtiment 15 (atelier PML). Compte tenu de la présence de flocage en toiture du bâtiment, il est considéré par l'exploitant que les flux thermiques n'atteignent pas les locaux adjacents à hauteur de toiture. Les flux thermiques (dont les flux de 8 kW/m²) à hauteur de cible de 1,5m sont modélisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir des justificatifs relatifs à la réalisation du flocage du magasin PML (factures, photos ou autre).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Situation administrative - rubrique n° 4140

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/06/2023, article R. 511-9</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Régime administratif – conformité rubrique n° 4140</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 03/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4140</p> <p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement, l'exploitant a déclaré une quantité de matière relative à la rubrique n°4140 de 0,25t, soit en dessous du seuil de la déclaration pour cette rubrique (>1t). L'exploitant souhaite conserver cette rubrique et projette de modifier la quantité de matières déclarées.</p> <p>L'IIC invite l'exploitant à informer le préfet de toute modification de ses installation à travers le dépôt d'un porter à connaissance (PAC), en application de la note du 20 décembre 2021 relative à</p>

l'instruction des modifications des ICPE :
https://www.ecologie.gouv.fr/sites/aida/files/note_modifs_20211220.pdf

Type de suites proposées : Sans suite